

**RAPPORT DE MINORITE DE LA COMMISSION THÉMATIQUE DE LA FORMATION
chargée d'examiner l'objet suivant :**

**Postulat Sébastien Cala et consorts - Améliorons la transmission d'information
entre les réseaux d'accueil de jour et l'enseignement obligatoire**

1. PREAMBULE

La minorité de la Commission de la Formation (COFOR) est composée de Mesdames Eliane Desarzens, Isabelle Freymond, Sylvie Pittet-Blanchette, Aude Billard et de Monsieur Vincent Keller, rapporteur de minorité.

2. RAPPEL DES POSITIONS

La minorité renvoie au rapport de majorité s'agissant de ce point.

3. POSITION DES COMMISSAIRES DE MINORITE

La transmission d'informations importantes (comme les besoins particuliers pour certains enfants) entre le préscolaire, le parascolaire et l'école obligatoire est fondamentale. Sur la base de retour de terrain, cette transmission fait parfois défaut avec pour conséquence des retards dommageables pour les principaux concernés : les enfants à besoins particuliers. Ceux-là même qui doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Cet état de fait ajoute par ailleurs du travail administratif au personnel enseignant et tend à engorger les services PPLS lorsque les démarches doivent être recommencées depuis le début.

La minorité de la commission relève que le Conseil d'État lui-même considère que des améliorations sont possibles. La minorité de la commission estime donc que le postulat permettrait d'y répondre. Elle considère que c'est un encouragement au travail du Conseil d'État.

La minorité de la commission ne se satisfait pas d'un bilan des actions mises en place dans quelques années alors même que les retours du terrain montrent déjà des lacunes.

La minorité de la commission est consciente du rôle premier des parents dans la transmission d'informations nécessaires aux bons apprentissages des enfants tout en relevant qu'il existe des enfants qui ne se trouvent pas dans cette situation. A nouveau, le Conseil d'État lui-même le reconnaît, la minorité de la commission estime à nouveau que le postulat permettrait de répondre et fixer cette problématique.

La minorité de la commission ne souhaite pas que l'État se substitue aux parents. Dans l'écrasante majorité des cas, les parents agissent dans l'intérêt de leurs enfants. La minorité souhaite que, dans les cas où des parents auraient besoin d'une aide pour transmettre des informations puissent en bénéficier. Elle propose donc de prendre en considération le postulat partiellement avec la modification suivante à la seconde demande : des « adaptations aux mesures en place ».

4. CONCLUSION

La minorité de la commission propose au Grand Conseil de renvoyer partiellement le postulat au Conseil d'Etat.

Renens, le 20 février 2024

*Le rapporteur de minorité :
(Signé) Vincent Keller*